

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République

N° 38 - septembre 2004 - 4,50 €



Le débarquement
de Provence
et la Résistance



SAUVEGARDER LES ARCHIVES PRIVÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION : UNE EXPOSITION VOUS Y AIDE.

Sauvegarder les archives de la Résistance et de la Déportation est l'une des conditions pour permettre d'écrire l'histoire de cette période et pour préserver la mémoire. À cet effet, en partenariat avec le Crédit municipal de Paris, les Fondations de la Résistance et pour la Mémoire de la Déportation, associées aux ministères de la Défense et de la Culture, viennent de réaliser une exposition qui aidera tous les détenteurs d'archives, à les préserver et à les transmettre.

L'objectif de l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation » est de sensibiliser tous les particuliers possédant des documents relatifs à l'histoire de la Résistance et de la Déportation, quelle que soit leur origine et leur forme - écrits personnels, archives des organisations de Résistance et des associations dédiées à la mémoire de la Résistance et de la Déportation, dessins, textes, tracts, faux papiers...

En effet, les archives sont indispensables pour les historiens. Or, les archives illustrant l'histoire de la Résistance et de la Déportation sont peu nombreuses par rapport à d'autres phénomènes historiques et, le temps passant, un grand nombre de ces archives encore conservées en mains privées sont menacées de perte ou de destruction.

Cette exposition, visuelle et pédagogique, présente ainsi de nombreux documents de la période accompagnés de légendes détaillées présentant le maximum d'informations afin de faire prendre conscience aux détenteurs d'archives privées de l'intérêt historique de leurs fonds et des avantages qu'il y a de les déposer dans des institutions offrant des garanties de conservation, de préférence des centres publics d'archives. Un opuscule, *Le Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation* ⁽¹⁾, accompagnant l'exposition fournit les coordonnées des services des Fondations et des Ministères, auxquels on peut s'adresser pour tout renseignement. Il propose aussi des modèles de courriers destinés aux particuliers et aux associations désireuses de faire don de leurs archives.

L'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation » se décline en douze panneaux répartis en trois parties :

- « La sauvegarde des archives est une urgence » pré-



sente les dégradations courantes et extrêmes rencontrées en matière d'archives de la Seconde Guerre mondiale ; - « Tous les types de documents peuvent intéresser les historiens » énumère les différents types d'archives de la Résistance et de la Déportation y compris ceux qui sont le plus souvent sous-estimés : les archives postérieures à l'Occupation (les témoignages)

et les archives des associations, en insistant sur le fait que tous ces documents sont intéressants pour les historiens futurs ;

- « La sauvegarde des archives est un devoir » insiste sur les avantages qu'il y a pour un particulier à céder ses papiers à un centre public d'archives qui seul offre le maximum de garanties tant du point de vue de la conservation des documents que de leur communication, avec la certitude que ces fonds seront valorisés. Cette partie présente aussi les modalités de cession qui contrairement à ce que l'on peut imaginer lorsqu'il s'agit de l'État et de l'administration en général sont très simples et s'adaptent aux *desiderata* des donateurs.

Grâce à cette exposition itinérante, la Fondation de la Résistance et ses partenaires réunis au sein de la « commission archives » mèneront une action de sensibilisation à destination des associations issues de la Résistance et de la Déportation à l'occasion de leurs assemblées générales ou de leurs congrès nationaux. Ainsi, après son inauguration début octobre, à Paris, les responsables d'associations pourront la réserver gratuitement (Tél. 01 47 05 67 87). Espérons qu'ils soient nombreux à soutenir ainsi la campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation afin d'éviter que tout un pan de notre histoire nationale ne disparaisse pour toujours ! ●

Frantz Malassis

Voir aussi encadré page 16

(1) Disponible à La Fondation de la Résistance - 30 bd des Invalides 75007 Paris-01 47 05 67 87.

La campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en quelques dates...

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) ont uni leurs efforts pour constituer la « commission archives ». Elle regroupe des personnes de terrain (conservateurs, historiens et acteurs), pour conseiller tous les détenteurs d'archives privées.

L'objectif prioritaire qui est apparu au sein de ce groupe de travail est le sauvetage des fonds détenus par des privés qui sont les plus menacés. Aussi, en septembre 2001, la « commission archi-

ves » a-t-elle lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation* diffusé à plus de 60 000 exemplaires.

Ce guide présente les axes de la campagne de sauvetage, les raisons pour lesquelles il faut agir vite pour préserver ces différents types d'archives et la manière de les transmettre.

Depuis l'automne 2002, la « Commission archives » a décidé d'organiser des réunions de sensibilisation en partenariat avec les Archives départe-

mentales et les services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC). Ainsi, à l'échelon départemental, ses membres font une présentation enrichie et pédagogique du contenu du *Guide* s'appuyant sur la projection de pièces d'archives.

À partir de l'automne 2004, grâce à l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation », la « commission archives » mènera une action de sensibilisation à destination des associations issues de la Résistance et de la Déportation à l'occasion de leurs assemblées générales ou de leurs congrès nationaux.

En couverture :

- Août 1944, débarquement allié dans le sud de la France. Une unité de débarquement chargée de véhicules et de soldats approche d'une plage à l'est de Toulon. (Centre culturel américains/coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR).

- FFI en embuscade sur la Canebière lors des combats de la libération de Marseille (coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR).



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

- Dossier : Le débarquement de Provence et la Résistance. p. 4

Autour d'une photographie

- Une dénonciation par l'image de la répression et des crimes nazis. La diffusion des photographies publiées à la Une de *Défense de la France* du 30 septembre 1943. p. 7

L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres

- Vient de paraître p. 14
- À lire p. 14

La vie de la Fondation de la Résistance

- p. 16

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet:

www.fondationresistance.org

Courriel:

fondresistance@club-internet.fr

Directeur de la publication: Jean Mattéoli,
Président de la Fondation de la Résistance

Directeur délégué de la publication:

François Archambault

Rédacteur en chef: Frantz Malassis

Rédaction: Victor Convert, Bruno Leroux,
Frantz Malassis.

Maquette, photogravure et impression:

SEPEG International, Paris XV^e.

Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 16 €.

N° 38: 4,50 €

Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Les commémorations du soixantième anniversaire des débarquements de Normandie et de Provence, qui furent les deux têtes de pont de la Libération du territoire national, de par la « médiatisation » fort bien opérée dont elles furent l'objet, ont été l'occasion de rappeler à tous les Français que la Résistance intérieure et extérieure contribua puissamment à cette croisade libératrice entamée quatre ans plus tôt par le général de Gaulle. Puis-je répéter ce que le Général disait de l'action des résistants, trop souvent sous-estimée, voire minimisée par certains de nos compatriotes: « la marche en avant fut grandement facilitée par l'action des maquisards. L'usure à laquelle ceux-ci avaient soumis l'ennemi, le fait qu'ils s'étaient, à mesure, rendus maîtres d'une grande partie des itinéraires à suivre, le renfort qu'ils apportaient aux unités régulières, avaient compté pour beaucoup dans ce résultat foudroyant. Le 12 septembre, au terme de la grande poursuite, 120 000 Allemands se trouvaient en captivité française, pris tant par la 1^{ère} Armée que par les forces de l'intérieur et par la 2^e Division blindée. C'était le tiers du total des prisonniers faits par l'ensemble des armées alliées. » (1) La résistance intérieure a en effet mené une multitude d'actions qui, bien qu'ayant largement hâté la Victoire finale, ne sont pas toujours bien connues et dont l'histoire reste à écrire. Or, pour décrire et comprendre cette masse d'événements parfois enchevêtrés, les historiens ont besoin des archives, qu'elles soient écrites ou orales, que vous pouvez encore détenir chez vous ou au sein de vos associations et amicales.

À cet effet, la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, associées aux ministères de la Défense (direction des Archives de France) et de la Culture (direction des Archives de France), ont réalisé en partenariat avec le Crédit Municipal de Paris une exposition « **Ensemble, sauvagardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation** ».

Cette exposition s'adresse à tous ceux qui, à des titres divers, sont en possession de documents illustrant l'histoire de la Résistance et de la Déportation afin de les aider à préserver et à transmettre ce patrimoine historique aux générations futures.

Venant à l'appui de l'ambitieuse campagne de sensibilisation déjà menée, depuis 2001, dans une quarantaine de départements français (2), elle s'accompagne d'un *Guide* (3), distribué gratuitement. Ce guide élaboré à l'attention des possesseurs d'archives leur permet d'évaluer l'intérêt de leurs documents et de mieux appréhender les procédures de transmission.

Cette campagne de sauvegarde résulte d'un sentiment d'urgence, d'un sentiment que c'est aussi de notre devoir, au côté de l'État et des collectivités territoriales, de tout mettre en œuvre pour que les archives d'une période qui a tenu une place exceptionnelle dans notre Histoire ne soient pas perdues ou dispersées par indifférence ou négligence !

Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance

(1) in *Mémoires de guerre*. Tome II : « Le salut 1944-1946 », Paris, Plon, 1959, 1990, p. 26.

(2) en partenariat avec les archives départementales et les services départementaux de l'ONAC.

(3) le *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*.

LE DÉBARQUEMENT DE PROVENCE

À l'occasion du sixième anniversaire du débarquement de Provence, grâce au concours de Christine Levisse-Touzé, directeur du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris), nous sommes heureux de pouvoir publier l'article du professeur Jean-Charles Jauffret dans lequel il rappelle le rôle de la Résistance française dans le succès des opérations militaires engagées.

Michel Morin, administrateur de « Mémoire et Espoirs de la Résistance » revient quant à lui sur l'effort fourni par la France combattante et son Empire dans cette bataille, et au delà de son importance stratégique, nous invite à méditer sur le sens de sa commémoration soixante ans après.

LE DÉBARQUEMENT DE PROVENCE ET LA RÉSISTANCE (1)

En 1944, la France se lève. Sa libération est en marche depuis le coup d'éclat réussi en Corse en septembre 1943 et l'espérance de saluer bientôt une armée qui a retrouvé le chemin de la victoire sur le Garigliano. Pour la zone sud, cette libération s'accomplit entre le 6 juin et le 3 septembre, date à laquelle Lyon est libéré. Les deux débarquements sont complémentaires. En dépit des réserves britanniques, le second débarquement allié en France imposé par Eisenhower doit écourter la guerre en couvrant le flanc sud des armées alliées en leur donnant le cordon ombilical logistique de deux ports en eaux profondes, Marseille et Toulon, tout en élargissant le front d'attaque vers le Reich. Pour ce faire, l'appoint des forces de la Résistance est nécessaire. Les régions R3 (Languedoc-Roussillon-sud-Massif-Central) et R2 (Provence-Alpes-maritimes) sont étroitement solidaires, en dépit de la fracture du Rhône. Afin de réserver la puissance des troupes débarquées pour la destruction des forces allemandes, la Résistance accomplit quatre missions essentielles : éclairer, fixer, déborder, et mission secondaire mais salvatrice, préserver, tant que faire ce peut, les infrastructures.

Éclairer

La quête du renseignement est bien la première mission des forces de la Résistance. Après l'accord de coopération entre les maquis de l'ORA et les FFI, même si les FTP font cavaliers seuls, le délégué militaire de zone sud, Bourguès-Maunoury, agit en véritable chef d'orchestre des délégués militaires régionaux. Pour les liaisons avec Londres, le général Cochet assure le commandement des FFI pour la zone sud ; il est sous les ordres du général britannique Sir John Maitland Wilson, commandant le secteur méditerranéen. Outre les équipes Jedburgh, le *Special Project Operations Center* (SPOC), né le 22 mai 1944 à Alger de la fusion d'une partie des personnels, du SOE, de l'OSS et du BCRA, a établi le 15 juillet un plan d'utilisation de la Résistance en vue de l'opération « Anvil » en liaison avec le général Cochet et le colonel Constans, commandant des FFI de R2. Une cen-



Libération de Marseille.
Le général de Lattre de Tassigny congratule des FFI.

taine d'opérateurs radio clandestins travaillent en zone sud à partir de juillet. Le SPOC crée une unité spéciale forte de cent spécialistes du renseignement britannique équipés d'une vingtaine de véhicules, le *Special Force Unit n°4* (SFU-4) chargé d'incorporer des éclaireurs de la Résistance sitôt le débarquement réussi. Parmi de multiples exemples, retenons parmi les renseignements fournis par la Résistance, un relevé très précis du système défensif allemand de Frontignan à Menton y compris des ouvrages de Toulon et de Marseille et de sa base sous-marine. La précision de ces renseignements permet au colonel Henri Zeller, commandant les FFI des Alpes, de convaincre, le général de Lattre de Tassigny, commandant l'Armée B, de Gaulle puis le général Patch de foncer sur Grenoble sitôt le littoral libéré en suivant un axe Nord-sud le long de la Durance et par la route Napoléon. Sitôt les troupes débarquées, les FFI les guident, fonction essentielle à la clef de la rapidité des opérations. Le capitaine Alexandre, pseudonyme du poète René Char, responsable de la Section atterrissage et parachutage de R2, animateur de la Résistance dans la région de Céreste (Basses-Alpes), conduit les troupes américaines à travers le Vaucluse et les Basses-Alpes. Le 15 août, la brigade FFI des Maures regroupe, puis dirige les parachutistes américains sur les positions ennemies de la presqu'île de Saint-Tropez et

participe à la prise de la localité. À l'ouest du Rhône, la traversée du département du Gard en direction de Montpellier est assurée par la section du lieutenant Pichat, du corps franc des Ardennes (ORA). Le 26 août, il entre en contact avec l'avant-garde du régiment de reconnaissance de la 1^{ère} DB, le 2^e spahis du colonel Lecocq. Le lendemain, le Gard est libéré. Les actions individuelles des FFI peuvent être déterminantes comme pour la prise des forts de Toulon et la préservation de la basilique de Notre-Dame-de-la Garde.

L'arme psychologique, avatar du renseignement, permet également « d'intoxiquer » le dispositif allemand. La *Wehrmacht*, avec 219 000 hommes privés de leurs équipements anti-chars et dont nombre d'entre eux sont d'origine allogène (Polonais, Italiens, Arméniens...), doit surveiller 700 km de côte en Méditerranée. Le « mur de la Méditerranée » ne comporte que 80 ouvrages en béton armé sur les 300 prévus et seuls les zones portuaires disposent de solides forts. L'action psychologique porte parfois ses fruits. Ainsi le 16 août à Carqueiranne, des groupes de soldats arméniens retournent leurs armes contre leurs officiers et rallient les FFI. Les Polonais de la garnison de Gap n'offrent qu'une faible résistance.

Fixer

Principe immuable de la guerre, une des missions de la Résistance consiste à fixer l'ennemi en éparpillant ses forces mobilisées contre la guérilla. Il s'agit de le maintenir loin des zones de débarquement, de le disperser, tout en mettant en œuvre les plans de sabotage. Comme en Normandie mais dans une moindre mesure, des opérations d'intoxication doivent tromper les occupants. Le haut-commandement allemand ne croit pas à un débarquement à l'est de Toulon avant le 14 août 1944 et l'hypothèse d'une opération à l'ouest du Rhône persiste jusqu'au 15 août. Le commando OSS de Paul Swank est parachuté sur Le Clap dans l'Aude le 11 août pour faire croire à une opération dans la région. Sa capture entre dans cette ultime manœuvre

Coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR.



août 1944. Le général Alexander Patch, commandant en chef de la 7^e armée alliée, passe en revue des FFI.



Le général Alexander Patch, commandant en chef de la 7^e armée alliée, décore Marc Rainaut de la Silver star. Ce jeune FFI a été blessé au cours des combats pour la Libération du Var.

Centre culturel américains/coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DK

de « déception ». Les maquis jouent leur rôle à plein dans la mobilisation des forces allemandes. Le sacrifice du Vercors n'a pas été tout à fait vain. Début août, le gros de la 157^e division de réserve allemande, des bataillons étrangers, des éléments légers de la 9^e Panzer et des formations de la *Feldgendarmarie* sont encore en place pour achever « le nettoyage » du massif, et ces troupes sont absentes sur les plages et leurs arrières le 15 août.

Les sabotages doivent paralyser l'ennemi sur l'ensemble du territoire tout en laissant subsister l'incertitude quant à l'éventualité d'un second débarquement. Le 5 juin à 20 heures à la BBC, un message destiné à R2 autorise le sabotage des voies ferrées Nice-Monaco et Sospel-Goni. En R3, du 6 juin au 17 août, la ligne Bordeaux-Montpellier-Avignon est coupée par une quinzaine de sabotages importants. Les destructions entreprises par les maquisards touchent les voies ferrées comme les routes, empêchant les Allemands d'organiser leur seconde ligne de défense articulée sur la Durance et le Verdon afin de ménager une ligne de retraite vers Grenoble et la frontière italienne.

Le 13 août, le pont de Pertuis qui commande la route Manosque-Sisteron-Briançon, saute. Les ponts sur le Rhône sont détruits pour empêcher tout renfort allemand venu du Languedoc. Au 15 août, ne reste qu'un pont intact au nord d'Avignon et deux autres au nord de Montélimar. Ces actions limitent le champ de bataille, selon le principe de « l'encagement » exécuté grâce à l'appui aérien des alliées. L'absence de liberté de manœuvre et la peur de voir couper la seule voie de salut du couloir rhodanien, précipitent d'ailleurs la retraite allemande. Cet ordre est transmis le 17 août au soir, sauf pour les troupes des périmètres de Toulon et Marseille.

Dans le cadre du plan violet, les câbles souterrains de communications à grande distance - comportant deux branches, l'une en direction de Marseille et l'autre de l'Espagne - sont détruits le 15 août à Narbonne, mais les résistants préservent le central dans la perspective de la remise en service à la libération. Les postes de commandement ennemis, les dépôts de carburant (plan jaune) sont détruits, avec ou sans l'aide de l'aviation alliée.

Coûtant un millier d'hommes à la *Wehrmacht*, les opérations de guérilla déclenchées dès juin et parfois prématurées (comme à Valreas,

Vaison-La-Romaine, villes reprises par les Allemands) s'intensifient en août. En R2, le maquis Morvan, dans la région de Gap, attaque un détachement allemand et saisit les armes et les véhicules. À la suite du harcèlement des maquisards pendant les deux mois d'été, la route Napoléon est fermée aux Allemands. L'insécurité générale créée par la Résistance a pour conséquence une vitesse de reddition accrue de la part des garnisons allemandes. Les opérations de harcèlement des maquisards en R3 contre la 11^e Panzer qui s'étire entre Albi et l'Hérault, l'obligent à faire mouvement vers le Rhône. Les troupes de la 19^e Armée allemande sont prises à partie dans leur retraite à partir du 19 août, près de Montpellier.

Déborder

Autre principe de la guerre, l'économie de forces est magnifiquement illustrée par les forces de la Résistance. Du 6 juin à la fin août 1944, les opérations de juin-juillet sont partielles face à un ennemi déterminé, celles du mois d'août accompagnent la retraite de l'armée allemande. En R2, des zones entières sont contrôlées par la Résistance. Dès le début juin, la région au pied du Ventoux devient, un des « sanctuaires » des FFI. À partir du 7 juillet, la vallée du Haut-Var est en état d'insurrection. Un comité de libération tient le quadrilatère qui, en soutien des opérations dans le Vercors, étend l'insurrection aux vallées de la Tinée et de la Vesubie. Une contre-attaque allemande du 18 au 22 juillet n'aboutit pas. À partir du 25 juillet, les FFI réoccupent la totalité du quadrilatère De Beuil-Guillaumes, multiplient les attaques contre les convois allemands et obtiennent les redditions des garnisons allemandes de Puget-Théniers, Bancairon et Saint-Martin de Vesubie. De violents combats ont lieu pour permettre aux FFI de faire la jonction avec une avant-garde américaine empruntant la route littorale avant de

remonter la vallée du Var le 19 août. Les Allemands abandonnent la rive droite du Var le 26 août et commencent leur retraite vers le Piémont. La plus grande partie des Alpes maritimes et le centre du massif alpin, dans les jours précédant et suivant le débarquement de Provence, se libèrent.

Les insurrections urbaines revêtent aussi une grande importance pour isoler l'ennemi et hâter l'arrivée des alliés. À Marseille, la grève générale insurrectionnelle est déclenchée quatre jours après le débarquement, puis les FFI attaquent l'ennemi et construisent des barricades. Cette action interdit la libre circulation des Allemands, les cantonnant comme à Paris sur leurs points d'appui. Les marins-pompiers et les gendarmes alliés aux insurgés du Comité départemental de libération prennent la préfecture le 21 août et libèrent Allauch et les Olives après de furieux combats. Ces opérations sont menées pendant que la Première Armée française fait sauter le verrou allemand d'Aubagne et décident de Lattre et Monsabert à commencer la bataille de Marseille le 23 août. L'insurrection niçoise lancée le 28 août par le Front national et les milices patriotiques provoque la retraite des Allemands. Les Américains achèvent de chasser les dernières troupes des collines le 29.

À Toulon, 140 hommes de l'ORA sous les ordres du capitaine Salvatori attaquent les convois allemands traversant la ville faisant des prises permettant d'armer d'autres combattants. Le 24, les troupes françaises libèrent la ville. À Perpignan, occupé par la 716^e division motorisée allemande, après une série de coups de mains permettant d'obtenir des armes, la guérilla est déclenchée le 19 août avec l'ensemble des mouvements. Les édifices publics sont occupés et la ville libérée en dépit du retour de 400 Allemands. Ces rudes combats qui accompagnent la libération des Pyrénées, premier département de R3 à être libéré, marquent l'ultime tentative d'opposition sérieuse de l'ennemi en retraite.

Les FFI prennent une part active aux combats aux côtés des troupes de De Lattre à la bataille de Toulon et à Marseille, appoint important puisque Monsabert (3^e Division d'infanterie algérienne) n'a pas les forces suffisantes durant les premiers jours. Ainsi le 6^e groupe de milices socialistes levé par Gaston Defferre participe aux combats de rue des quartiers des Chartreux, de la Madeleine et de la Blancarde. Les pertes sont significatives : 5 500 Allemands, 1 000 hommes de la 3^e DIA et 105 résistants FFI. La retraite allemande, qui concerne 130 000 hommes sur les 219 000 hommes, s'accompagne de durs combats comme à Montélimar qui tombe le 28 août après de furieuses attaques menées par une action conjointe des Américains et des maquisards.

Préserver

Certes secondaire, toujours oubliée, parfois anéantie par les Allemands ou les bombardements aveugles de l'*US Air Force*, le plus souvent coûteux et inutiles sur les villes (Nîmes, Arles, Marseille, Sisteron...), la dernière tâche



Progression des goumiers marocains à Marseille.
Service cinéma des Armées/coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR.

accomplie par les forces de la Résistance consiste à préserver les infrastructures. Généralement, les sabotages dus au FFI sont légers, renouvelés : couper mais non détruire. Parmi de multiples exemples, celui de Marseille est significatif. La ville n'est pas privée d'eau potable, grâce à la préservation du grand aqueduc de Roquefavour. Certes, le port est encombré de 160 épaves coulées par l'ennemi, le pont à transbordeur n'est plus qu'une carcasse, mais les équipes de contre-sabotage de la Résistance ont sauvé quelques quais et surtout la grue géante Goliath qui permet le dégagement du port avec l'aide précieuse des hommes du génie de la 7^e Armée américaine. Dès septembre, le port entre progressivement en service, au moment où le flux logistique allié est menacé de rupture. À compter du 1^{er} novembre, Marseille fournit 500 000 tonnes par mois d'approvisionnements aux troupes alliées. Le débarquement de Provence et l'action de la Résistance ont donc rempli leur mission, tout en précipitant la retraite allemande. ●

Jean-Charles Jauffret
Professeur des universités
à l'IEP d'Aix-en-Provence
UMR n° 5609, ESID, du CNRS

(1) Cet article est un condensé réactualisé d'une communication fondamentale de l'auteur, « L'application du principe de l'économie de forces : le rôle militaire de la résistance en R2 et R3 de juin à septembre 1944 » in *Du Volturino au Rhin, l'année 1944*, colloque des 18 et 19 novembre 1994, tenu à Montpellier, et publié par le Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale de Montpellier (CHMEDNM). Parmi les études publiées voir aussi : Roger Bourderon, *La libération confisquée : le Languedoc 1944-1945*, Paris, Albin Michel, 1993 ; Jean-Marie Guillon, « La libération du Var : résistances et nouveau pouvoir » dans *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 15, juin 1990, condensé de sa thèse de doctorat d'État sur *La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique*, université de Provence, Aix, 1989, 3 volumes ; Jorris Alric, *L'Organisation de résistance de l'Armée (ORA) en Languedoc-Roussillon*, Montpellier III, mémoire de maîtrise, sous la direction de Jean-Charles Jauffret, université de Montpellier III, 1993, publié en 1994 par le CHMEDNM ; J. Girard, « L'organisation et les opérations à caractère militaire des FFI dans les Alpes maritimes de mars à août 1944 » dans la *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 85, janvier 1972 ; Pierre Guiral, *Libération de Marseille*, Paris, Hachette, 1974 ; *La Libération de la Provence, les armées de la liberté*, colloque de Fréjus, 15-16 novembre 1994, Institut d'histoire de la Défense, SIRPA, 1994, notamment Manfred Kehrig, « Le débarquement de Provence : le point de vue allemand » ; Pierre-Emmanuel Klingbeil, *Les Alpes-Maritimes : études d'un front oublié, 15 août 1944-2 mai 1945*, thèse nouveau régime, sous la direction de Jean-Louis Panicacci, université de Nice, mai 2003.

LE DÉBARQUEMENT DE PROVENCE UNE VICTOIRE COLLECTIVE LA MÉMOIRE PARTAGÉE

«Le débarquement de Provence scelle les retrouvailles entre la France libre, la Résistance et l'Armée d'Afrique».

Prévu depuis août 1943, voulu par le général de Gaulle malgré les réserves de Churchill, qui aurait préféré lancer les forces alliées dans la péninsule des Balkans afin de devancer les Soviétiques en centre Europe, le débarquement de Provence complète l'opération de Normandie - avec pour objectif de prendre en tenaille les forces allemandes, pour les contraindre à reculer jusqu'au Rhin.

Depuis le 10 août, les bâtiments d'assaut et de transport ont appareillé d'Italie, de Corse et d'Algérie. Ils font mine de se diriger vers Gênes pour tromper l'ennemi avant de bifurquer vers la Provence. D'autres diversions ont été organisées, comme le largage de mannequins parachutistes à La Ciotat.

Le 14 en fin de journée, les premiers messages codés de la BBC (« Nancy a le torticolis », « le chasseur est affamé »...) avertissent la Résistance de l'imminence du débarquement. Elle peut ainsi fournir les derniers renseignements nécessaires, mais aussi entreprendre les sabotages préliminaires qui désorganiseront l'ennemi, et préparer les actions à conduire pour s'intégrer à la manœuvre des Alliés : guérilla, couverture des opérations principales, protection et sécurisation des moyens de communications - ports, routes et voies ferrées notamment.

Entre autres exemples, le poète René Char - capitaine Alexandre -, chef des maquis du Vaucluse, a été appelé en mission à Alger afin de mettre en œuvre cette coordination.

15 août 1944, à 8 heures, dans une brume de chaleur, les premières vagues d'assaut sont lancées sur les plages. Le lendemain, les gros des troupes françaises débarque à Cavalaire.

Le succès de l'opération « Anvil » est immédiat. Le 15 au soir, deux têtes de pont sont établies, puis Toulon libéré le 23 août, son port rendu à la navigation le 27, Marseille reconquise le 28. Il reste à foncer vers le nord, en suivant le couloir rhodanien et en passant par les Alpes. Sous la pression, les Allemands évacuent en hâte le sud-ouest, abandonnent Lyon et Grenoble. Le 12 septembre, la 1^{ère} Armée fait sa jonction avec la 2^e DB près de Montbard en Bourgogne. Le territoire national est libéré aux trois quarts. En avance de plusieurs semaines sur le calendrier prévu, les Alliés ont partout bousculé un ennemi qui, malgré sa pugnacité, ne parvient pas à se rattraper, à s'accrocher au terrain, à retrouver son équilibre.

En définitive, le débarquement de Provence, c'est le 6 juin sans la bataille de Normandie, sans la terrible guerre du bocage, sans les bombardements dévastateurs. Le débarquement de Provence, c'est tout de suite la percée d'Argentan. Comment tout cela a-t-il été possible ?

Contre la XIX^e armée allemande du général Wiese (250 000 hommes, dispersés sur l'ensemble de la

côte méditerranéenne), les Alliés alignent 450 000 à 500 000 hommes. Parmi eux, 250 000 Français : essentiellement Pieds Noirs et troupes indigènes, mais également Corses et métropolitains évadés, officiers d'active ou fonctionnaires en mission, tous placés sous le commandement du général de Lattre de Tassigny. De cette armée d'Afrique, beaucoup se sont déjà battus en Italie : à Cassino, lorsque enfin le drapeau allié monte sur les ruines du monastère tant disputé, c'est le drapeau de la France, et c'est l'emblème d'un régime de tirailleurs tunisiens.

La France aligne également quatorze navires de guerre, dont le cuirassé Lorraine, trois croiseurs, huit contre-torpilleurs, des avisos et escorteurs. Quant à l'aviation enfin, qu'il suffise de mentionner le nom, et le destin, de Saint Exupéry ! Grâce à leurs efforts à tous, grâce à la Résistance intérieure qui leur tend la main, la France peut ainsi jeter dans la grande mêlée une armée capable de tenir son rang à côté de nos puissants alliés. D'où venaient-ils, ceux de Provence ? Tous pays confondus, d'Algérie, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, des États-Unis, du Gabon, de la Guinée, des Comores, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la République Centrafricaine, du Royaume Uni, du Sénégal, du Tchad, du Togo et de la Tunisie.

Il faut les mentionner tous ! Sans attacher une importance excessive à l'effectif du contingent considéré. Les difficultés de recrutement, puis de transport de troupes étaient telles à ce moment, que les conditions de mobilisation ont été trop différenciées pour porter aujourd'hui un jugement qui s'appuierait uniquement sur les chiffres et sur les effectifs.

Quant au prix du sang, il a été le même. Pour des effectifs équivalents, on compte environ 20 000 tués parmi les Français d'origine européenne, et autant dans les rangs des Français musulmans d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. Chiffres énormes par rapport aux effectifs engagés, et qu'on oublie trop souvent.

Chasseurs, spahis, goumiers : les balles allemandes ignoraient le racisme. Tous ceux qu'elles ont abattus méritent le même respect, la même reconnaissance. C'était tout le sens de la commémoration du 15 août dernier comme le rappelait Diallo Amadou Hassane, président de l'Union nationale des combattants d'Afrique :

« pour la fierté et l'honneur des Anciens, pour la mémoire collective, pour le souvenir de ce qui doit toujours lier la France à ses anciens combattants d'Afrique » ●

Michel F. Morin
Administrateur de

« Mémoire et Espoirs de la Résistance »

UNE DÉNONCIATION PAR L'IMAGE DE LA RÉPRESSION ET DES CRIMES NAZIS. LA DIFFUSION DES PHOTOGRAPHIES PUBLIÉES À LA UNE DE *DÉFENSE DE LA FRANCE* DU 30 SEPTEMBRE 1943.

Grâce au témoignage de Charlotte Nadel ⁽¹⁾, qui avait en charge la responsabilité technique d'impression du journal *Défense de la France*, nous pouvons expliquer l'origine et le choix des photographies publiées dans le numéro du 30 septembre 1943. En revanche, n'appartenant pas au comité de rédaction du journal composé notamment de Philippe Viannay, Robert Salmon et de William Lapiere, elle ne peut nous indiquer comment s'est opéré le choix des textes publiés dans ce numéro en même temps que les photographies.

De plus, n'assurant plus le contact avec d'autres mouvements de Résistance pour la récupération et l'échange des informations ⁽²⁾, Charlotte Nadel n'est pas en mesure de nous donner des précisions quant à l'origine des témoignages et informations contenus dans les articles de ce numéro.

Le 30 septembre 1943 *Défense de la France* publie un numéro spécial « Les fruits de la haine », consacré aux tortures infligées aux résistants par la *Gestapo* et par la police de Vichy dans les prisons, et dans les camps de concentration ⁽³⁾. Il donne à voir en première page un ensemble de photographies montrant le sort des prisonniers soviétiques ainsi que celles d'enfants grecs affamés. Ces photographies sont ainsi légendées par les rédacteurs du journal : « Prisonniers russes réduits par la faim à cet effroyable dénûment. Remarquer dans l'embrasement de la porte l'Allemand qui rit », « Prisonniers russes jetés à la fosse. Un de ces malheureux [...] est encore vivant. Sa main se crispe sur le pantalon de l'un de ses bourreaux. Remarquer l'air tranquille et indifférent des soldats allemands accomplissant leur "tâche". », « Il faut que toutes les mères de France voient où mène la "protection allemande". Les innocents, les faibles que la force devrait abriter sont écrasés, massacrés, torturés par la force au service d'aventuriers. L'Allemagne, une fois de plus, s'est déshonorée devant le monde. »

Ces photographies appuient et illustrent les documents écrits et les témoignages publiés à l'intérieur du numéro, en particulier l'article intitulé : « L'ordre nouveau en Europe » (« Dans les camps de concentration » et « En Pologne »). Elles ne correspondent cependant pas au contenu des témoignages publiés dans ce numéro.

Les témoignages

Les rédacteurs de *Défense de la France* produisent l'origine des témoignages qu'ils publient : « N.B. Nous avons utilisé l'ensemble des documents existant actuellement sur ces questions. On ne s'étonnera donc pas de retrouver des récits déjà publiés ailleurs, notamment dans les brochures du parti communiste et du *Front National* ». Ils signalent également un numéro du journal clandestin *Témoignage chrétien*. En effet, du fait de la censure, rechercher des informations neuves et les diffuser constituent un dan-

ger évident. Les « reportages » ne peuvent être que très rares, voire impossibles, les sources d'information ne peuvent venir que de prisonniers de *Stalags* et d'*Oflags* à proximité de camp de concentration ou exceptionnellement de déportés évadés ou de rescapés.

Les témoignages se complètent. Un premier ensemble « Les horreurs de la police et de la *Gestapo* en France » évoque les sévices et tortures infligés par la *Gestapo* et la police de Vichy aux résistants arrêtés. Deux autres témoignages regroupés sous le titre « L'ordre nouveau en Europe » décrivent l'un, les conditions d'existence au camp de concentration d'Auschwitz (et non du camp d'extermination), l'autre la persécution mêlée des Polonais et des Juifs de Pologne et de leur massacre par les forces allemandes dans les villages et les ghettos de l'Est.

Le premier témoignage « Dans les camps de concentration » décrit avec précision la réalité de l'univers concentrationnaire, le vocabulaire étant celui de l'époque : « chambres » pour « blocks », par exemple. On peut relever la description des conditions de vie des déportés, les mauvais traitements, la brutalité, la surpopulation, la mortalité.

Le second témoignage, « En Pologne », décrit dans un premier temps les exactions et les massacres commis par les nazis contre la population polonaise. Il parle aussi du camp de concentration d'Oswiecim (Auschwitz) et des « fours crématoires », sans mesurer cependant la spécificité des persécutions antisémites. De même le journal fait état des massacres systématiques dans les ghettos polonais (« Au total plus de 700.000 juifs ont été assassinés sur le territoire polonais ») sans évoquer l'idée d'un éventuel génocide.

Dans ce numéro de *Défense de la France*, les documents proposés aux lecteurs sont donnés tels quels, ils ne sont pas commentés pour eux mêmes, pour la réalité qu'ils révèlent, mais destinés à dénoncer les horreurs dont sont victimes les populations d'Europe. Ici camps de concentration, tortures et exécutions, massacres et exactions, sont placés sur le même plan. Si la réalité du système concentrationnaire est bien perçue, celle du génocide et des camps d'extermination ne l'est pas. Pour les résistants de 1943, Auschwitz est vu comme un camp de concentration, et non comme un centre d'extermination.

CHARLOTTE NADEL

Membre co-fondatrice à la fin 1940 du mouvement « Défense de la France », responsable technique au sein de son Comité directeur de la composition et de la typographie du journal, Charlotte Nadel est née à Paris le 15 décembre 1920. Son père Isaac Nadel a fui la Russie tsariste en 1905 et s'est installé en France comme électricien. Élève au lycée Fénélon, elle choisit de suivre des études de physique, chimie et biologie (PCB). L'exode de 1940 l'oblige à passer ses examens à Guéret. De retour à Paris à la rentrée 1940 elle obtient, pour financer ses études, un poste d'aide-bibliothécaire à mi-temps au laboratoire de géographie physique et de géologie dynamique de la Sorbonne. Elle y rencontre Hélène Mordkovich (future épouse de Philippe Viannay) qui l'entraîne dans la formation de « Défense de la France ». Philippe Viannay charge Charlotte Nadel de l'organisation de la fabrication et de la diffusion du journal clandestin. L'imprimeur parisien Jacques Grou-Radenez l'initie à la typographie en une heure ; elle développe alors la branche impression du mouvement.

Après y avoir échappé à plusieurs reprises, Charlotte Nadel est arrêtée le 27 mai 1944 ; internée à la Petite Roquette puis au camp des Tourelles, elle est libérée à l'ouverture du camp dans la nuit du 16 au 17 août 1944, et part immédiatement pour le maquis de Seine-et-Oise Nord que dirige le commandant Philippe Viannay.



L'origine des photographies

D'après les souvenirs de Charlotte Nadel, les photographies légendées « Prisonniers russes. Documents communiqués par un prisonnier évadé » sont arrivées à « Défense de la France » un an avant leur publication, à peu près, fin 1942-début 1943. Philippe Viannay a alors montré à Alain Radiguer et à Charlotte Nadel un paquet



© Cécile Hochard/Fondation de la Résistance.

Plaques, apposées au 68 rue Bonaparte 6^e arrondissement de Paris, à la mémoire des membres de « Défense de la France » arrêtés à la librairie *Au vœu de Louis XIII* le 20 juillet 1942 et les jours suivants.

de photos de 2 cm de côté et 8-10 cm de haut. Ce lot de photographies est parvenu au comité directeur de « Défense de la France » par l'intermédiaire de Marie-Hélène Lefaucheux qui, grâce à des échanges de colis, entretenait des relations régulières avec des prisonniers de guerre français détenus dans des *Oflag* et des *Stalags* en Allemagne. C'est par son canal que *Défense de la France*, tiré sur du papier pelure, arrive dans différents camps de prisonniers en Allemagne. En l'occurrence, ces photos proviennent du professeur Gandillot, responsable des travaux de granulométrie dans les estuaires du laboratoire de géographie physique et de géologie dynamique à la Sorbonne, prisonnier à l'*Oflag XVII A* ⁽⁴⁾, qui était devenu correspondant de « Défense de la France ».

« Quant nous avons vu tous les trois ces photographies c'était tellement horrible que nous n'avons pas voulu les publier à cause des familles » se souvient Charlotte Nadel.

Les photographies représentant des enfants grecs, quant à elles, proviennent de Londres. Parachutées à Lyon, elles ont été récupérées par Suzanne Guyotat, bibliothécaire à la faculté de droit de Paris ⁽⁵⁾ qui les a transmises au comité directeur de « Défense de la France ».

Tous les originaux de ces photos, dont certains ont été retenus pour être publiés dans le numéro du 30 septembre, ont été perdus lors des déménagements successifs.

Les raisons d'une publication tardive

La décision de publier ces photographies à la une de *Défense de la France* est prise après le « coup dur » de juillet 1943, où de nombreux responsables et membres du mouvement sont arrêtés notamment à la librairie *Au vœu de Louis XIII*, rue Bonaparte à Paris, centre de livraison du journal en provenance des diverses imprimeries et de redistribution aux équipes de diffusion ⁽⁶⁾. Cette répression massive qui s'abat sur DF, va amener le comité directeur à publier rapidement une

édition du journal avec une page entière illustrée d'une partie des photos reçues et jusqu'alors non exploitées. L'idée d'alors se souvient Charlotte Nadel est de « montrer aux Gestapistes que « Défense de la France » n'était pas décupité, que les responsables n'avaient pas été pris et donc de disculper au maximum les personnes arrêtées ». C'est ainsi qu'est conçu le numéro 39 de *Défense de la France* du 30 septembre 1943.

Le choix des photos s'est porté sur les « moins horribles » rappelle Charlotte Nadel qui a participé uniquement à la sélection des photos en provenance de l'*Oflag XVII A* avec Philippe Viannay et Alain Radiguer. Les photos des enfants grecs lui ont été transmises directement pour assurer la composition du journal sans qu'elle participe à leur choix.

Le traitement des photos permettant leur impression dans le journal est alors assurée par M. Courmont, photographeur de métier exerçant sur Paris.

**Bruno Leroux
Frantz Malassis
Cécile Vast**

(1) Entretien avec Charlotte Nadel, 6 juillet 2004. Par ailleurs, se reporter au témoignage de Charlotte Nadel p. 179-180 in *La presse clandestine 1940-1944*. Acte du colloque d'Avignon des 20-21 juin 1985, conseil général de Vaucluse, 1985, 266 p.

(2) « J'ai refusé de continuer d'assurer les contacts avec d'autres mouvements notamment avec Suzanne Spaak avec laquelle j'avais des liaisons régulières au jardin du Palais Royal. Simone Spaak et son mari faisaient du renseignement pour le compte d'un réseau belge, de plus ils cachaient des enfants juifs chez Jacques Grou-Radenez. Elle a été arrêtée alors qu'elle s'apprêtait à rejoindre son mari en Belgique. »

(3) Ce numéro, tiré à environ 150 000 exemplaires, fut diffusé dans les rues. Une partie de l'édition fut imprimée par l'imprimerie Longueville de Clichy.

(4) De nombreuses photographies ont été prises clandestinement à l'*Oflag XVII A*, elles ont pour beaucoup d'entre elles été publiées dans l'ouvrage de Marcel Corre *Défense de photographie*.

Rappelons que c'est de cet *Oflag* que 131 officiers français ont réussi l'authentique « grande évasion » en deux nuits consécutives les 18 et 19 septembre 1943. Il faut dire que ces officiers n'étaient pas à leur premier coup d'essai puisqu'« entre 1940 et 1945, 32 souterrains ont été creusés en cet *Oflag XVII A*, soit au total 1600 mètres de galeries » (cf. *L'évadé* Organe officiel de l'Union nationale des évadés de guerre. 1914-1918 et 1939-1945 n° 582, mars 1993).

Lire à ce sujet le livre de H. Natter et A. Refregier *Six mille à l'Oflag XVII A ou cinq ans de captivité au fil des jours*, Paris, éditions Jacques Vautrain, 1946, 161 p.

(5) Suzanne Guyotat possédant un *Ausweis* interzone transportait les clichés de plomb de *Défense de la France* au mouvement « Combat » qui ainsi pouvait imprimer et diffuser ce journal en zone dite libre.

(6) Cette vague d'arrestation fait suite à la diffusion à Paris de l'édition du 14 juillet 1943 de *Défense la France* (n° 36) où le « journal est distribué en pleine rue, FACE à l'ennemi ! » mais aussi et surtout à la trahison du mouvement par Élio Marongin.

DÉFENSE DE LA FRANCE

Édition de Paris- N° 39 - 30 septembre 1943

Les FRUITS

Certains de nos lecteurs s'étonneront peut-être de nous voir publier de pareilles horreurs. Nous croyons cependant nécessaire de le faire, et ceci pour trois raisons :

Pour porter un témoignage. Ceux qui ont souffert le martyre pour la Patrie ont le droit que leurs souffrances ne soient pas recouvertes d'un voile faussement pudique. Ils ont souffert ces tortures dans leur propre chair, le peuple de France peut bien souffrir d'en prendre connaissance.

Pour convaincre ceux qui, confiants dans le Maréchal, l'Ordre nouveau et toutes ses douceurs, ignorent encore le vrai visage du nazisme. Pour les convaincre..., ou du moins les rendre inexcusables de n'être pas convaincus. Il faut qu'aucun Français ne puisse dire : « Je ne savais pas. »

Pour dégoûter la France des régimes de force et de terreur d'où qu'ils viennent. L'Etat policier est immonde, quelle que soit la cause qu'il prétend défendre. Il s'accompagne obligatoirement de toutes les ignominies. La justice n'est plus juste quand elle est étayée par la violence.

Que chaque Français médite les textes ci-dessous, les photos de la première page. Ainsi va le monde quand les peuples se laissent diriger, après les avoir élus, par des aventuriers.

Les HORREURS de la police de VICHY et de la GESTAPO en FRANCE

Nous réunissons volontairement ces deux institutions sous le même titre car toute une partie de la police, par crainte ou intérêt, a résolument joué la carte allemande. La honte éternelle de la police (nous exceptons les isolés qui ont noblement fait leur devoir) sera d'avoir collaboré, et de manière fort efficace, à l'assassinat de notre pays. La honte éternelle du gouvernement de Pétain sera d'avoir accepté de mettre la police au service de l'ennemi. « Des accords ont réglé la question de la collaboration entre les polices allemande et française. Ces accords stipulent que la police française doit apporter son appui à la police allemande, non seulement en lui communiquant des renseignements utiles, mais en coopérant à la répression contre tous les ennemis du Reich » (Bulletin mensuel secret de la délégation française à la commission d'armistice en date du 28 août 1942). [...]

de la HAINE

« Je crois à la fécondité de la haine... »
HITLER.

Ce que nous refuserions de voir souffrir par les pires bandits de la terre est supporté par de splendides jeunes gens, par des jeunes filles pures, droites et fières. Leur seul crime est d'avoir aimé la France, de refuser de trahir les leurs.

L'ORDRE NOUVEAU EN EUROPE.

DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

Des centaines de milliers de malheureux, de toutes nationalités, souffrent et meurent dans les camps de concentration. Écoutons le témoignage d'un homme qui a pu revenir de l'un de ces camps.

Il y a perdu 17 kilos, son corps est couvert de plaies, de traces de coups de cravache. C'est à peine s'il a la force de parler :

« Dans les camps de concentration d'Auschwitz, en Haute-Silésie, à 30 km de Katowitz, 10.000 déportés sont parqués.

Ils sont logés dans de vastes casernes. Dans chaque chambre, 300 hommes sont entassés, avec un grabat pour sept (la paille n'est jamais changée). Ils sont couverts de vermine ; pas de place pour s'allonger en dehors des grabats. Les salles ne sont jamais chauffées. A trois heures du matin, les internés sont réveillés pour être emmenés au travail.

La nourriture se compose, par jour, de 100 grammes de pain et d'un peu de soupe. Un seul récipient pour 7.

Le travail est épuisant. Tous y participent, malades et infirmes y compris. La durée de travail, pour les femmes comme pour les hommes, est de 14 heures par jour. On leur fait démolir deux villes. Pas de repos hebdomadaire, sauf un dimanche par mois où l'on fait la corvée au camp.

Aucune hygiène. Trois WC pour 10.000 internés. Une seule douche par mois. Aucun blanchissage. Les poux pullulent. Sans doute, une salle est-elle désignée pour les grands malades qui ne sont plus capables de travailler, mais ils y sont délaissés sans soins et on leur diminue leur nourriture jusqu'à ce qu'ils aient repris le travail. Ceux qui ne peuvent pas se relever meurent de faim. On compte 10 morts par jour. Un four crématoire fonctionne dans le camp. Les suicides se multiplient. En cas de désobéissance, on fusille "pour l'exemple" devant les internés rassemblés.

Dans cet enfer, que les Polonais appellent le camp d'exécution lente, 100 femmes françaises, dont 26 veuves d'otages fusillés, sont en train de mourir. [»]

Collection musée de la Résistance et de la Déportation à Besançon.



Une illustrée du numéro 39 de Défense de la France.

EN POLOGNE

LES CAHIERS DU TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN, dans leurs numéros 13 et 14 ont prononcé un terrible réquisitoire sur l'action allemande en Pologne. Rappelons les faits les plus criants.

La liste nominale des Polonais tués dans le Gouvernement général s'élève actuellement à plus de 200.000 personnes. Combien ont été supprimés secrètement, on ne le saura jamais.

Cinq villages dans le district de Kielce ont été rasés en 1940. Tous les hommes, au nombre de 1.214, y furent fusillés. A Szalasy, des enfants de 15 à 18 ans ont été enfermés dans leur école et brûlés.

Dans le camp de concentration de Oswiecim, diocèse de Cracovie, 40.000 hommes sont opprimés jusqu'à la mort dans des conditions inouïes. La mortalité atteint parfois 150 personnes par jour. Les morts sont brûlés pour effacer la trace des tortures. Trois fours crématoires fonctionnent quotidiennement à la porte du camp.

La dépravation de la population est poursuivie systématiquement. L'alcool est vendu partout à des prix particulièrement bas. Une absin-

the extrêmement nocive est distribuée par les soins de l'intendance allemande à la population. La littérature pornographique encombre toutes les librairies.

Les jeunes filles polonaises sont poussées de force dans les maisons publiques. Lorsqu'elles sont infectées on les fusille. Une jeune fille de 17 ans écrit en Juillet 1940 d'Allemagne à sa mère restée en Pologne : « Je te dis adieu, car je ne te reverrai plus. Nous servons de matelas aux soldats allemands ! Nous sommes toutes infectées et malades. Il n'y a pas de nuit où l'on ne fusille quelques-unes d'entre nous. Je sais que cela m'attend aussi, car je suis malade à ne plus pouvoir marcher. »

La Gestapo pénètre fréquemment dans les ghettos et s'y livre à d'affreux massacres de juifs par la fusillade et les gaz. Au total plus de 700.000 juifs ont été assassinés sur le territoire polonais.

Le clergé est décimé. Les prêtres sont déportés ou tués. Quelques diocèses ont perdu plus de 25 pour cent de leur clergé. La proportion atteint dans certains diocèses 50 pour cent. [...]

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

LA RÉSISTANCE, L'ESPRIT ET LES AUTRES...

Il y a 64 ans, un général inconnu appelait les Français à la Résistance et leur redonnait l'espoir. Quatre ans après, les Alliés débarquaient en Normandie, annoncés par un poème de Paul Verlaine : « les sanglots longs des violons de l'automne... ».

Le 7 juin 1940, la division *Das Reich* quittait Montauban et remontait vers le Nord, en massacrant au passage les habitants d'Oradour-sur-Glane, de Maillé en Touraine et d'autres lieux martyrs.

Le 14 juin 1944, de Gaulle regagnait le sol de France après 4 ans d'absence. À Bayeux, il disait que « le combat sans armes » continuait.

Soldats alliés, Français libres et résistants intérieurs fraternisaient pour achever une guerre qui dura encore près d'un an, mais prit d'autres formes sournoises...

Éternelle bataille de l'ombre, la résistance de l'Esprit n'a-t-elle pas pérennisé l'esprit de Résistance comme une inconsciente métaphysique du dépassement ?

Victimes, héros et œuvres de l'esprit

Les victimes françaises furent, sans compter les blessés et autres personnes traumatisées ou ruinées, 550 000 morts dont 330 000 civils. Les déportés français furent 140 000, dont 75 000 juifs. Parmi les victimes, se détachent dans notre mémoire, des héros charismatiques comme Bertie Albrecht ou Marianne Cohn, Pierre Brossolette ou Jean Moulin, Honoré d'Estienne d'Orves ou Missak Manouchian.

Où sont les points communs entre ces individualités hors du commun et qui avaient souvent commencé à résister par l'esprit ou la parole dès 1933 ?

Les inspireurs conscients ou non s'avèrent multiples et lointains.

Pourquoi par exemple Mahomet n'aurait-il pu inspirer les tirailleurs « sénégalais » (défendus par Jean Moulin et célébrés par le poète catholique Léopold Sédar Senghor) et maghrébins, dont plusieurs furent déportés et quelques uns faits Compagnons de la Libération ?

Mais Abraham et Moïse (« Tu ne tueras point... ») restent à la base des gestes judéo-chrétiens et humanistes. Le 23 juin 1940, les pasteurs protestants Marc Boegner, André Trocmé et Edouard Theis inspirent le sauvetage des juifs au Chambon-sur-Lignon. En 1941, les *Cahiers de Témoignage Chrétien* sont lancés dans le Sud-Est par le père jésuite Pierre Chaillet ; son collègue Gaston Fessard rédige son fameux « tract » de 18 pages : « France, prends garde à perdre ton âme ». Le pape Pie XI, dans une encyclique en allemand, avait dénoncé dès 1937 la haine nazie et rappelait l'Amour chrétien des uns et des autres.

Mais la culture hellénique, avec l'*Antigone* de Sophocle ou le procès de Socrate, aussi annonce indirectement la Résistance civile ou spirituelle. La franc-maçonnerie fut également persécutée et rejoignit, dans « un même combat », le christianisme qu'il combattait ou contre-balançait avant-guerre. Témoins, le dialogue chaleureux de Mgr. Théas, évêque de Montauban, et du résistant libre-penseur M. Bonnafous emprisonnés ensemble en Tarn-et-Garonne par les nazis.

Les œuvres de l'esprit comme actes de Résistance furent innombrables et conduisirent souvent leurs auteurs au supplice, comme ceux de Boris Vildé ou de Jacques Decour, créateurs de publications clandestines.

Près de 1 200 journaux et périodiques ont été inventoriés, depuis les tout premiers comme *Pantagruel* ou *Résistance* jusqu'à d'énormes tirages comme *Défense de la France* ou des titres pérennes comme *La Voix du Nord* et autres journaux régionaux.

La poésie (Paul Éluard, Louis Aragon, René Char...), le roman (Joseph Kessel, André Malraux...) le théâtre (Jean Anouilh, Paul Claudel...), le cinéma (*Le silence de la mer*, *Casablanca*, *Le corbeau*...), la chanson (*Le Chant des partisans* de Joseph Kessel, Maurice Druon et Anna Marly), le jazz, notamment tzigane avec Django Reinhardt..., tous les instruments de l'esprit furent utilisés pour communiquer ou se rapprocher...

En outre, la radio fut déterminante tant à Londres qu'au Vatican.

Bref le kaléidoscope de la Résistance de l'Esprit demeure infini. Mais où se situent les héritages culturels et institutionnels ?

Libertarisme, fraternité et citoyenneté du devoir

Du réalisme circonstanciel aux utopies éternelles, la Résistance n'est pas une recette miracle. Cette juxtaposition irremplaçable de rêves et d'ambitions, parfois opposés, a redonné à la France son identité et sa dignité. Trois élan ont survécu, vaille que vaille, à ce dernier demi-siècle : le libertarisme, la fraternité et le devoir.

Le libertarisme, s'oppose d'ailleurs sans cesse au libéralisme. Or la Résistance a révélé et défendu de légitimes aspirations à la liberté de l'individu (la « Belle » de *La rose et le réséda*), des syndicats (deux furent au CNR, un marxiste, un chrétien), des partis (plusieurs constituent le CNR), de la presse (mais que reste-t-il de son indépendance « utopique » née dans les « catacombes » de 1943 ?)

Quant au marché qui fut « noir » dans les années du même qualificatif, il n'est pas devenu blanc ou rose pour les tenants de Marx ou de Keynes ! Le libertarisme n'aime pas beaucoup les marchés... Pourtant ils se rappellent à nous tous les jours !

La fraternité reste une valeur forte héritée de la Résistance. Mais cette dernière n'est pas un « égalitarisme » ! Il fallait à la France une nouvelle hiérarchie conquérante. Mais la « République sociale », article 1 de la Constitution, n'en est pas moins née du programme du CNR et des idées de Londres, puis d'Alger. Il reste à la faire vivre avec réalisme. La société prétendue moderne n'est pas toujours aussi fraternelle que dans les maquis !

Mais c'est le devoir qui demeure la valeur-clé. La clandestinité a donné naissance à une citoyenneté des devoirs qui complète enfin, un siècle et demi après, la citoyenneté des droits née sous la Révolution.

Face à un terrain hostile, on passe même au défi du management : créativité, efficacité, compétitivité, combativité... La Résistance reste aussi un esprit d'entreprise !

Enfin la Résistance laisse en filigrane le souvenir d'un patriotisme héroïque et romantique transformé en rêves de nouveaux ensembles pluri-nationaux : René Cassin, l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'Homme ; Jean Monnet, Robert Schuman et la CECA ; la guerre froide et l'OTAN ; les « hyper puissances » : États-unis, Chine, Inde...

Ernest Renan avait prévu cette perspective dans son discours à la Sorbonne en 1882, où il évoquait l'évolution de la Nation, « somme de souvenirs et de projets communs » vers la construction européenne.

Indépendamment de son rôle incontestable diplomatique-militaire, la Résistance a gardé un rôle essentiel comme sursaut des esprits et des âmes. Elle demeure une juxtaposition exceptionnelle d'utopies éternelles, mais salvatrices ; aucune d'elles ne peut prétendre au monopole de « la pensée unique » : ni individualiste, ni collectiviste ; ni nationaliste, ni internationaliste ; ni monarchiste, ni anarchiste ; ni matérialiste, ni spiritualiste...

Bref, l'esprit de la Résistance n'est-il pas une sorte de métaphysique inconsciente du dépassement de soi ? ●

François Archambault
Président de « MER »
Secrétaire général de la Fondation de la
Résistance
Montauban, le 18 juin 2004

NB : Cet article résume la conférence prononcée à Montauban le 18 juin. Que M^{me} Brigitte Barèges, députée-maire, M^{me} Monique Vallat, première adjointe au maire, M. Christian Méjean, directeur départemental de l'ONAC, et M. Robert Badinier, délégué départemental de « MER » en Tarn-et-Garonne, soient remerciés de leur chaleureux accueil.



Les premières « rencontres et dédicaces du livre résistant » : un public nombreux au rendez-vous !

Notre association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » a participé à sa manière à la commémoration du soixantième anniversaire de « l'été 44 » en organisant, le samedi 26 juin, « Les premières rencontres et dédicaces du livre résistant ». Un large et jeune public (photo n° 1) se pressait dans les magnifiques salons de l'hôtel des Fondations de la Résistance et de la Déportation qui réunissaient résistants, témoins et historiens de ces « années noires ». Pierre Messmer, résistant de la première heure, avait répondu présent et c'est en souriant qu'il dédicace ses derniers livres, assis au côté de Lucie et Raymond Aubrac (photo n° 2), inlassables témoins de ce que fut le combat de la Résistance. Au gré des tables, que de rencontres. Ici Rose de Beaufort (photo n° 3), fille d'Honoré d'Estienne d'Orves, qui présente le livre écrit sur son père par Etienne de Montéty, Aude Yung de Prévaux (à gauche), fille de l'amiral Jacques de Prévaux à qui elle a rendu un admirable hommage dans son ouvrage témoignage et, Serge Ravel (au centre), l'in-fatigable défenseur des valeurs de la Résistance. À leur côté, Jacques Baumel, résistant et gaulliste de la première heure, signe son dernier livre en compagnie de Mireille Albrecht, l'auteur d'un très beau livre-témoignage sur sa mère Berty, « l'âme de Combat » (photo n° 4). Un peu plus loin assis à la même table, deux témoins des camps (photo n° 5) : Gisèle Guillemot avec entre autres un petit livre de très émouvants poèmes et André Bessières, le compagnon d'infortune

de Desnos. Assis côte à côte (photo n° 6), Philippe Lacarrière (à gauche), l'un des « volontaires de la nuit » et Pierre Favre (à droite) qui rappelle dans son ouvrage combien *Les Lettres françaises* doivent à Jacques Decour. André Rossel-Kirschen (à gauche), dernier témoin du procès de la maison de la chimie, est en compagnie de Roger Bourderon (à droite), auteur de la biographie tant attendue sur Rol-Tanguy (photo n° 7). Au côté de son ami Jean-Marie de Beaucorps (debout à droite), héros de la guerre en Europe et en Indochine, Jean-Pierre Renouard (photo n° 8) dédicace son ouvrage sur l'enfer des camps, tandis qu'un peu plus loin le général Saint-Macary, (photo n° 9) rescapé de Mauthausen, s'entretient avec Blanche Pineau. De nombreux historiens étaient présents : Christine Levisse-Touzé (photo n° 10), Guy Krivopissko, Alain Vincenot, Michel Reynaud, Philippe Castetbon, etc. ainsi que nos amis de l'association des médaillés de la Résistance (photo n° 11). Aussi présents tout au long de ce bel après-midi, Jacques Poirier avec son livre *La girafe a un long cou*, Franck Bauer, l'homme qui chaque soir prononçait cette phrase devenue légendaire « Ici Londres, les Français parlent aux Français », Michel Morin avec son livre témoignage sur son père, Morin-Forestier chef d'état-major du général Delestraint, et Robert Salmon qui vient de sortir le premier tome de ses souvenirs *Chemins faisant... Vers la Résistance : Du Lycée à Défense de la France*.

Calendrier des prochaines manifestations de MER

- **Mercredi 10 novembre 2004, à la Sorbonne (salle Liard), « la Résistance polonaise »**, matinée co-organisée par « MER », Libération-Nord et la société historique et littéraire polonaise, en commémoration du soixantième de l'insurrection de Varsovie. Renseignement auprès de M^{me} Marcjanna Marcinkowski-Couturier.
- **Lundi 29 novembre 2004, en fin d'après-midi, dans la salle des rencontres des Invalides**, débat entre experts britanniques et français pour le centenaire de l'Entente cordiale, co-organisé par « MER » et la Royal British Legion que préside à Paris M. Thorn
- **La Résistance française et les partis politiques** sera le grand débat d'automne de « MER » **le jeudi 16 décembre 2004 matin à l'Assemblée nationale**, sous la présidence de M. Jean-Louis Debré. Les places étant limitées, il convient de s'inscrire dès que possible par écrit à « MER ».
- **Après-midi de présentation du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation à la Sorbonne** avec de grands témoins **le vendredi 31 janvier 2005**. Coorganisation par les Fondations et associations issues de la Résistance et de la Déportation.
- **Soirées thématiques « une soirée, un auteur »** organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) **avec le soutien de l'association « MER »**.

Entrée libre mais sur réservation au 01 40 64 39 44. Les conférences débutent à 18 heures.

- **Judi 7 octobre 2004**
René COUEDEL
De Yaoundé à la Libération de Paris du capitaine Dronne au maréchal Leclerc de Hauteclocque.
- **Judi 4 novembre 2004**
Michel REYNAUD
« Elles et eux », de la Résistance. Pourquoi leur engagement ? Tirésias, 2003.
- **Judi 2 décembre 2004**
Jean-Louis GOGLIN
Pierre ROUX
Souffrance et liberté : une géographie des années noires (1940-1945) Paris-Musées, 2004.

Un grand merci au préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, ici avec Rose de Beaufort (photo n° 12), pour son aide précieuse. Nous avons aussi été honorés de la visite du président Jean Mattéoli et de son épouse venus saluer les auteurs et sympathisants de cette belle journée. Après le succès de ces « Premières rencontres et dédicaces du livre résistant », nous nous retrouverons l'année prochaine. ●

Jean Novosselloff
Administrateur, secrétaire général adjoint
de « MER »

Suite en page 15 ►►

Association pour des Études sur la Résistance

LA COLLECTION « HISTOIRE EN MÉMOIRE DE L'AERI COMPTE DEUX CÉDÉROMS D

Dans le cadre de sa collection « Histoire en Mémoire, 1939-1945 », l'AERI publie pour la rentrée de septembre deux nouveaux cédéroms : l'Ardèche et la Haute-Marne.



© AERI 2004

LA RÉSISTANCE EN ARDÈCHE

Le collectif pour le cédérom sur la Résistance en Ardèche a été constitué au sein de l'association du Musée départemental de la Résistance en Ardèche et de la Déportation. De nombreux auteurs ont participé aux travaux à

des degrés divers. Ils appartiennent au moins à trois générations différentes : celle de jeunes étudiants-chercheurs ou de jeunes historiens déjà confirmés, celle d'enseignants ayant aussi une activité de recherches et d'amis de la Résistance, civils ou militaires, passionnés d'histoire, celle enfin d'anciens résistants, acteurs des événements, mais qui, soit enseignants honoraires, soit historiens autodidactes, ont acquis une distance profitable à tous.

Le cédérom propose plus de 700 notices sur les activités répressives des autorités vichystes et de l'occupant, les organisations civiles et militaires de la Résistance et leurs activités (pétitions, journaux clandestins, guérilla, etc.), un fonds exceptionnel de photographies, certaines présentées en diaporama, de même que des aquarelles évocatrices, une dizaine de cartes situant les lieux de combats et de parachutages, les lieux de souvenirs...

Bien que situé loin des frontières, le département de l'Ardèche est fortement impliqué dans les combats de la Seconde Guerre mondiale.

D'abord dans la phase « guerre-éclair » et « débâcle » : les troupes hitlériennes parviennent jusqu'aux portes de Tournon ; mais déjà des patriotes refusent l'humiliation. Malgré l'appel à déposer les armes lancé le 17 juin 1940 par Pétain, des soldats, soutenus par la population, continuent à se battre dans le nord du département et apportent une résistance farouche jusqu'au 25 juin.

Très tôt, l'Ardèche s'inscrit dans le mouvement général de la Résistance et connaît la répression

déclenchée par le nouvel « État Français » pétainiste. Dès 1940, des militants syndicalistes et communistes sont internés près de Privas dans un camp dénommé déjà « camp de concentration ». En 1941, des opposants de notoriété nationale (anciens ministres de la III^e République, intellectuels, militaires) sont internés à Vals-les-Bains, dont les grands hôtels sont transformés en prisons.

En octobre 1940, quelques Ardéchois créent une première structure organisée de Résistance dans la mouvance du général Cochet. Celui-ci est d'ailleurs emprisonné peu après à Vals-les-Bains, d'où les résistants locaux organisent avec succès son évacuation. Ces précurseurs sont ensuite sollicités par les divers mouvements qui vont se regrouper dans les MUR et l'Armée Secrète.

À l'initiative du parti communiste est créé le mouvement « Front National » et sa formation armée les FTPF. À partir du 11 novembre 1942, le département de l'Ardèche n'échappe pas au sort de la zone sud : des garnisons allemandes occupent Tournon, Privas, Aubenas. Les éléments de la *Gestapo*, les *feldgendarmes* et leurs guides miliciens sillonnent les routes.

La terre ardéchoise, triple voie stratégique de communications routière, ferroviaire et fluviale, s'avère propice à l'action de guérilla.

L'année 1943 voit la naissance de quelques « maquis-refuges » pour accueillir clandestins et réfractaires au STO. Des petits maquis « d'action immédiate » sont installés par les FTP sur les hauteurs et près des gorges de torrents, à proximité même de la vallée du Rhône.

De 1942 au 6 juin 1944, plus de 200 actions contre la machine de guerre hitlérienne sont recensées à l'actif des groupes FTP, des groupes francs de l'AS et des maquis, agissant de concert.

Le débarquement du 6 juin sur les côtes normandes donne le signal de l'insurrection. Les deux tiers du département passent rapidement sous le contrôle de la Résistance. Plus de 7 000 volontaires viennent s'enrôler dans les unités des Forces françaises de l'intérieur (FFI). Celles-ci vont infliger des pertes sévères à l'ennemi (plus de 1 000 tués, près de 8 000 prisonniers).

Le 12 août 1944, Privas est une des premières préfectures métropolitaines libérées par les FFI.

Ces combats entraînent de lourds sacrifices : près de 500 morts et 1 500 blessés du côté des résistants. La population a fortement à souffrir de l'oppression : incendies, pillages, bombardements aériens, otages fusillés, tortures, viols, des centaines d'arrestations et de déportations...

Aujourd'hui, au cœur du pays ardéchois, de nombreuses stèles, monuments ou humbles plaques de souvenir attirent l'attention du promeneur sur ces événements glorieux et ces tragédies qui ont marqué le nécessaire combat des résistants pour la liberté, pour les droits de l'Homme, pour un monde socialement plus juste et en paix.

C'est toute cette histoire que l'équipe a essayé de mettre en valeur dans ce cédérom (disponible au Musée départemental de la Résistance en Ardèche et de la Déportation et à l'AERI, au prix de 20 €).

LA RÉSISTANCE EN HAUTE-MARNE

L'équipe du cédérom *La Résistance en Haute-Marne* a travaillé pendant deux ans à son élaboration. Des auteurs – professeurs pour la plupart – se sont répartis les recherches par zones géographiques, un bilan des travaux individuels étant effectué tous les mois, au CDDP de Chaumont qui accueillait l'équipe et l'assistait dans toutes ses démarches (autorisations diverses, matériel et personnel pour l'enregistrement des témoignages,



© AERI 2004

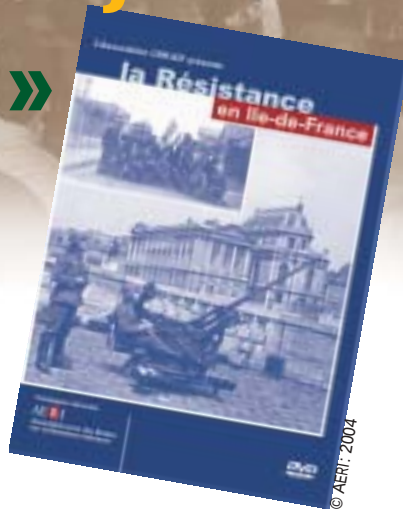
ance Intérieure (AERI) RE, 1939-1945 » E PLUS !

réalisation de cartes...). Elle a bénéficié du soutien d'une association locale, le « Club Mémoires 52 », qui publie régulièrement ses très sérieuses recherches sur la période.

Dans son cédérom, l'équipe s'applique à démontrer que la Résistance en Haute-Marne fut tributaire des spécificités géographiques du département, divisé sous l'Occupation et jusque en 1942, en une zone occupée et une autre zone dite « interdite », sur toute sa moitié est. La première forme de Résistance consista donc tout naturellement en l'organisation de passages clandestins pour les soldats en fuite. Trois années plus tard, les filières d'évasion des aviateurs alliés, essentiellement anglais, utilisèrent le relief : de forêt en forêt, en suivant la ligne à haute tension, ils gagnaient la Suisse. Car les forêts de la Haute-Marne, profondes et étendues, constituaient un ensemble d'abris qui ont servi autant aux soldats africains des régiments de tirailleurs en juin 1940 qu'aux réfractaires au STO, puis aux maquis.

Rapidement des noyaux de Résistance se mirent en place. L'imprimerie du *Petit Haut-Marnais* à Chaumont fut utilisée dès 1941 par des membres du réseau « Manipule » pour la diffusion d'un titre clandestin et la création de faux papiers. Raoul Laurent, membre du parti socialiste, s'attacha à réorganiser son parti de façon clandestine et à jeter les bases d'un réseau de Résistance dans le nord du département. En septembre 1943, l'OCM réussit à Langres un véritable exploit en dynamitant la poudrière où étaient stockées les munitions allemandes... Exploit célébré comme il se devait par *Radio Londres*.

Fin 1943, début 1944, apparurent des hommes décidés à combattre : les Paul Carteron (« Max »), André Guignard, Hubert Aubry, Noirot, Boitel Debernardi, le colonel Boitel, Vesselle, Raoul Laurent, Simone Dauvé et bien d'autres... Ce sont les réseaux d'origine syndicale, militaire ou politique qui agissent. Il fallut attendre fin 1943, début 1944, pour que, progressivement, après la déconfiture et les arrestations de Chaumont, les maquis se constituent et passent sous un commandement unique, celui du colonel de Grouchy, qui réussit à organiser hiérarchiquement et militairement la Résistance haut-marnaise. C'est ainsi que les résistants du département purent participer à la libération de leur territoire aux côtés des armées alliées. Ce cédérom est disponible au prix de 20 €, auprès



de l'AERI ou des librairies du réseau SCEREN, ainsi que dans les librairies privées du département. Pour tout renseignement il est possible de contacter le CRDP de Champagne-Ardenne, 47 rue Simon à Reims. ●

Delphine Henry
Coordinatrice du projet
CRDP de Champagne-Ardenne

LA RÉSISTANCE EN ILE-DE-FRANCE

Véritable outil scientifique et pédagogique, le dévédérom *La Résistance en Ile-de-France* paru en juillet dernier rencontre un franc succès. Depuis sa présentation officielle à l'Hôtel national des Invalides le 1^{er} juillet, en présence d'environ 200 personnes, la presse en parle régulièrement. Dans son édition du 28 août, *Le Parisien*, évoque « l'ouvrage le plus complet et le plus documenté sur la Résistance et la Libération à Paris et en Ile-de-France » ; *Le Républicain de l'Essonne* du 26 août mentionne que ce dévédérom « fait déjà référence ». *Le Journal du dimanche* titre « Un DVD pour l'histoire » et les *Nouvelles de Versailles* « La Résistance francilienne en DVD ». L'édition de *France Soir* du 30 août évoque un « travail de longue haleine... pour réunir la mémoire de la Résistance en Ile-de-France ». Dans son numéro 127, *Hommes et Libertés* (revue de la Ligue des droits de l'Homme), a choisi d'en faire une analyse assez détaillée sous le titre « Le multimédia au service de l'histoire : un DVD-ROM sur la Résistance en Ile-de-France ». D'autres journaux ont également fait état de cette parution parmi lesquels nous pouvons citer *Marianne*, *La Croix*, *Voix et Visages*, *92 Express* et *Le Courrier des Yvelines*, *ParisObs*.

Le dévédérom offre une information très riche sur les acteurs, les organisations, les actions et

Actualités de l'AERI

Le film de Rolande Treppe *Résistantes, de l'ombre à la lumière* sera projeté à Verdun, le 30 septembre, puis à Blois mi-octobre. Le dévédérom sur la Résistance en Ile-de-France sera présenté au Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne les 18 et 19 septembre et à Limeil-Brévannes le 8 octobre.

L'Association marnaise des lauréats du concours de la Résistance et de la déportation, présidée par Aurélie Pol, organise à Reims du 30 septembre au 4 octobre le 49^e congrès de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance (CNCVR) : l'exposition sur les archives, préparée par la Fondation de la Résistance, y sera présentée en avant première.

Depuis début septembre, a été mis en place sur notre site internet (<http://www.aeri-resistance.com>) une librairie en ligne où sont présentés et mis en vente les produits de l'AERI, mais aussi ceux de partenaires qui le souhaitent (les éditions Privas, Tirésias...).

stratégies résistantes, les faits, les lieux, mais aussi des données de nature sociologique, ainsi que sur la mémoire des événements dans la région. Une équipe de 90 chercheurs a participé à ce projet sur la Résistance dans les huit départements actuels d'Ile-de-France : Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise et les Yvelines. Ce produit comprend de nombreuses séquences filmées (deux heures d'archives vidéo) dont le film sur la libération de Paris réalisé par les équipes du Comité de libération du cinéma français (visionnage dans son intégralité en plein écran ou par séquences avec analyse filmique et historique) ; des documents radiophoniques d'époque ainsi que des entretiens avec des résistants (deux heures d'archives sonores) ; plus de mille fiches explicatives (biographies, événements, lieux de la Résistance, thèmes) ; une base de données de 6 000 actes de Résistance constituée à partir des rapports de police et de gendarmerie (interrogeable par type d'événement, date, ville ou canton) ; 2 000 illustrations et 150 cartes. ●

Le dévédérom sur la Résistance en Ile-de-France est en vente à l'AERI au prix de 35 €.

Commandes par téléphone au 01 45 66 62 72, par télécopie au 01 45 67 64 24 ou sur la librairie en ligne <http://www.aeri-resistance.com>.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

● Siège social et bureaux :

16-18 place Duplex 75015 Paris

● Tél. : 01 45 66 62 72

● Fax : 01 45 67 64 24

● E-mail : contact@aeri-resistance.com

● Site internet : www.aeri-resistance.com

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

La Médaille de la Résistance française.

Association nationale des médaillés de la Résistance française.
Préface du général Jean Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération, président de la commission nationale des médaillés de la Résistance française.
Avant-propos du général Alain de Boissieu, chancelier de l'Ordre de la Libération.
Postface de Jean-Jacques de Bresson, président de l'association nationale des médaillés de la Résistance française.
Charles Lavauzelle, 256 p.

La liberté guidait nos pas.

Jacques Baumel.
Plon, 306 p., 18.50 €.

Une société en épuration. Épuration vécue et perçue en Maine-et-Loire. De la Libération au début des années 50.

Marc Bergère.
Presses universitaires de Rennes, 426 p., 23 €.

Histoires extraordinaires du jour le plus long.

Philippe Bertin.
Éd. Ouest France, 216 p., 5 €.

Rol-Tanguy.

Roger Bourderon.
Tallandier, 768 p., 28 €.

La joie douloureuse. La Libération de la France.

Philippe Buton.
Éd. Complexe, 288 p., 24.90 €.

Traqués, cachés, vivants. Des enfants juifs en France (1940-1945).

Ouvrage collectif réalisé par un groupe d'anciens

«enfants cachés» coordonné par Danielle Bailly.
Préface de Pierre Vidal Naquet.
L'Harmattan, 304 p., 27 €.

Villes en guerre (1914-1945).

Sous la direction de Philippe Chassaigne et Jean-Marc Largeaud.
Armand Colin, 349 p., 25 €.

Les femmes à l'épreuve des années quarante. Actes du 2^e colloque de Lacau, 21 et 22 septembre 2003.

Sous la direction de Jacques Fijalkow.
Éd. de Paris, 192 p., 22 €.

Le carnet de guerre de bon papa. Une famille sous l'Occupation.

Marcel Euvrard
Éd. Charles Herissey
(Tél. : 02 32 31 01 83),
153 p., 32 €.

À mon père. FTP au pays de Douarnenez.

Nathalie Florc'h.
Préface de Lucie Aubrac.
L'Harmattan, 300 p., 25.50 €.

Un instituteur résistant et déporté.

Armand Giraud.
Geste éditions
(Tél. : 05 49 05 83 50),
302 p., 22 €.

Paroles du jour J. Lettres et carnets du débarquement, été 1944.

Jean-Pierre Guéno.
Librio, 123 p., 2 €.

La France militaire dans le soulèvement slovaque de 1944.

Miroslaw Kovarik.
L'Harmattan, 278 p., 25 €.

Aumônier de la France libre. Mémoires.

René de Naurois.
Perrin, 287 p., 21.50 €.

Geneviève de Gaulle-Anthonioz. L'autre de Gaulle.

Frédérique Neau-Dufour.
Cerf, 240 p., 24 €.

La nuit montalbanaise. 1940-1944.

Maurice Oustrières.
Éd. Alan Sutton (Tél. :
02 47 40 66 00), 124 p., 10 €.

Une police de Vichy. Les groupes mobiles de réserve

(1941-1944).

Alain Pinel.
Préface de Philippe Braud.
L'Harmattan, 400 p., 32 €.

La singulière épopée du «groupe Lafayette». Des maquis de la Haute-Loire jusqu'au bord du Rhin (nouvelle édition revue et augmentée).

Lucien Volle.
407 p., 35 € + 5 € de port.
Commande chez l'auteur : Lucien Volle – 1, rue des Bories Hautes – 43 700 Brives Charensac.

A LIRE

Parmi les publications reçues nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

La Résistance dans le Calvados.

L'association Résistance et Mémoire, présidée par Jacques Vico, vient d'éditer un cédérom sur la Résistance dans le Calvados. Fruit d'un long travail dans les archives mené par une équipe de bénévoles dirigée par Jean Quellien, doyen de l'université d'histoire de Caen et spécialiste de la Seconde Guerre mondiale ; ce cédérom propose 1 200 fiches richement illustrées d'affiches, de journaux et de tracts d'époque, de témoignages et parfois d'enregistrements sonores.



Dans ce document de travail et de réflexion, l'utilisateur découvrira le parcours des résistants du département, une liste des victimes du nazisme avec pour chacune d'entre elles une courte biographie et une photographie, mais également une chronologie détaillée des événements de 1939 à 1945. Ce cédérom propose un menu thématique scindé en deux parties distinctes : «les aspects de la Résistance» évoque l'activité de la Résistance avant, pendant et après la Libération tandis que «la Résistance dans son environnement» aborde les relations de la Résistance avec la population, la

répression de l'occupant et de Vichy. Pour faciliter la navigation, les recherches peuvent se faire en référence aux lieux, à la chronologie, aux personnes ou bien encore aux sources utilisées.

Ce cédérom au prix de 20 € peut être commandé à l'association Résistance et Mémoire – Abbaye d'Ardenne – 14 280 Authié (Tél. : 02 31 74 51 09)

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site

**www.fondation
resistance.org**

**à la rubrique
« Nous avons lu »**

40 à Londres. L'espion qui venait du Jazz.

Franck Bauer.
Éditions Bayard, 2004, 479 p.
Prémonitoires les propos que tient, en 1933, un jeune garçon de 14 ans à ses parents venus l'attendre à son retour d'un bref séjour linguistique en Allemagne : « Nous allons avoir la guerre, nous la perdrons et moi je m'en irai » ! Sept ans plus tard, le jeune homme a vingt ans, il s'appelle Franck Bauer, c'est un « fou de Jazz » et fidèle à sa prédiction, accompagné de sa jeune sœur, à vélo ils traversent la France à la recherche d'un port pour fuir les Allemands. Obligé de quitter sa jeune sœur blessée, il embarque seul au Verdon-sur-Mer à bord d'un bateau chargé de soldats polonais. Parce que septique sur ses capacités militaires, aux hasards des couloirs de Stephen House, il est engagé dans le service de propagande des FFL. Envoyé d'abord auprès des nouveaux arrivants français en Grande-Bretagne, il participe à deux missions de renseignements sur les côtes françaises occupées dont l'une à l'île de Sein. Puis « l'espion amateur » est chargé aux États-Unis d'étudier et de contrer les menées de Vichy contre la marine marchande fidèle à la France libre. En mars 1941, de retour à Londres, il rencontre dans un club français londonien Jean Oberlé qui l'engage à la BBC, grâce à « sa voix jeune, bien timbrée, capable de franchir la barrière du brouillage ». Ainsi pendant deux ans « le jeune amateur de jazz », chaque soir prononce-t-il, au micro de la BBC cette phrase devenue légendaire : « Ici Londres, les Français parlent aux Français ». Jusqu'en mars 1943, il fait partie de la

brillante équipe française de radio Londres qui réunit autour de Pierre Bourdan et Jean Marin : Jacques Borel, Jacques Duchesne, Jean Oberlé, Maurice Van Moppès... et bien sûr Maurice Schuman, le personnage le plus écouté, porte-parole du général de Gaulle à la BBC.

Dans son livre de souvenirs Franck Bauer s'attache à faire revivre l'atmosphère de cette section française de la BBC, l'émotion de ces hommes pour qui « parler à la France nous remuait tous au plus profond » et trace de tous des portraits chaleureux, vivants et anecdotiques. Juillet 1943 il quitte Londres, pour rejoindre Madagascar où il est nommé attaché d'information auprès du gouverneur général, une escale de rêve d'un an. De retour en Grande-Bretagne, quelques jours avant le Débarquement des Alliés, il est incorporé à la Mission militaire de liaison administrative, chargé du secteur radio des armées.

« Gaulliste involontaire au départ [...] devenu au fil des années un ardent partisan du Général », il retrouve à Paris sa famille en septembre 1944.

Quel régal quand « jeune batteur » il raconte comment, entre deux missions, et quelques amourettes, il se laisse gagner dans les bars par « les vapeurs du Jazz », quand il part à la rencontre de Stéphane Grappelli à Londres, ou sur les traces de Louis Armstrong à la Nouvelle Orléans ou bien encore quand il « crapahute dans les catacombes musicales » de la 52^e rue à New York.

De son séjour londonien il fait une émouvante et tragique description de la capitale anglaise, sous le Blitz, où les bombardements font des dizaines de milliers morts, de blessés et de sans-abri, mais où les Anglais n'en perdent pas pour autant leur légendaire flegme et humour.

Le récit est alerte, fourmillant d'anecdotes, on y croise presque toute la communauté des Français libres de Londres, avec ses petites et grandes histoires, et nombre de ses légendaires héros.

Un grand merci, Monsieur Bauer, d'avoir répondu oui à ceux qui vous sollicitaient d'écrire vos « années 40 à Londres », et d'avoir rassemblé « tous les fragments épars de votre mémoire et les documents stockés en pièces détachées dans trois boîtes à chaussures ». ●

Jean Novosseloff

Des innovations importantes à l'Assemblée Générale annuelle de MER

L'Assemblée Générale mixte de « Mémoire et Espoirs de la Résistance » s'est réunie le 22 juin dernier au Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin. De nombreux membres étaient présents ou représentés, parmi lesquels plusieurs s'étaient déplacés depuis la province. Lors de l'assemblée générale ordinaire, le rapport moral du président et le rapport financier du trésorier ont été adoptés à mains levées et à l'unanimité. De même pour le renouvellement pour 6 ans des mandats d'administrateurs de MM. François Archambault, Marc Fineltin et Thierry Jallerat. Quatre administrateurs ne demandaient pas le renouvellement de leurs mandats notamment en raison de multiples activités. L'assemblée générale ordinaire a élu à leur place pour 6 ans M^{me} Jeanne Boucourechliev, MM. François-René Cristiani-Fassin, François Fouré et Michel Morin au Conseil d'administration.

La tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire a permis d'approuver à l'unanimité la modification des statuts portant sur les buts de l'association (ajout en alinéa 5 du paragraphe 2). Désormais « MER » pourra « accueillir, par fusion-absorption, toute association ou groupement qui en ferait la demande et qui aurait le même objet social ».

Cette nouvelle disposition adoptée, l'Assemblée a approuvé à l'unanimité la fusion-absorption de l'association « Mémoire des étudiants résistants », présidée par M^{me} Jeanne Boucourechliev, à charge pour « MER » d'intégrer les membres de cette association à

ses activités et de pérenniser la manifestation annuelle qui, dans les jardins du Luxembourg, rappelle le sacrifice de tous ces jeunes. ●

Marc Fineltin,
secrétaire général de « MER »

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE « MER »

M. Michel Ambault
M. François Archambault, président de l'association
M. Edward Arkwright
M^{me} Rose de Beaufort d'Estienne d'Orves
M^{me} Jeanne Boucourechliev-Bayet
M^{me} Jeannine Calba
M. François-René Cristiani-Fassin
M. Jean-Philippe Desmoulières
M^{me} Françoise Eagleton
M. Marc Fineltin, secrétaire général
M. François Fouré
M. Thierry Jallerat, trésorier-adjoint
M. Jean-Pierre Levert, vice-président
M^{me} Christine Levisse-Touzé
M. François-Xavier Mattéoli, vice-président
M. Michel Morin
M. Jean Novosseloff, secrétaire général-adjoint
M^{me} Blanche Pineau
M. Jean-Pierre Renouard, trésorier
M. Jacques Vistel

Des vérités sans concession

M. Pierre Sudreau a bien voulu présenter en avant-première son dernier ouvrage à l'issue de l'Assemblée Générale de « Mémoire et Espoirs de la Résistance ». Le titre ⁽¹⁾ évoque la franchise, la pondération et la hauteur de vue de cet ancien résistant-déporté, devenu préfet à 30 ans ⁽²⁾ et dernier survivant du gouvernement du général de Gaulle en 1958.

Lors du débat, M. Sudreau, président de l'Amicale « Brutus », rappela qu'appartinrent à ce réseau en même temps les avocats André Boyer et Gaston Defferre, ainsi que le colonel Fourcaud, 1^{er} parachuté de la France libre en octobre 1940 avec une balle dans le crâne depuis 1914 !

Après, en quelques instants intenses, l'orateur, président de l'ANACR, vice-président et cofondateur de la Fondation de la Résistance, avait constaté le peu de progrès de l'humanité depuis « Lucie », souche de l'Homme moderne en Afrique orientale, jusqu'aux « fous d'Allah ou de Mahomet »

Les leçons de la Résistance à Hitler et au nazisme doivent nous conduire à « regarder de plus en plus l'avenir ». Ancien président du Mouvement Européen, évoquant le chancelier Konrad Adenauer et le président Louis Armand, M. Sudreau appelle l'Europe à être efficace face à tous les dangers... Mais l'ONU a toujours un rôle important à jouer, pour la paix du monde et l'équilibre entre les peuples, face aux « moyens extraordinaires de destruction » qui menacent la planète.

La Résistance n'a jamais de fin ! ●

François Archambault

(1) Pierre Sudreau, *Sans se départir de soi, quelques vérités sans concession*, entretien avec François George, éditions Tirésias, printemps 2004.

(2) Il fut aussi maire de Blois, député du Loir-et-Cher, président de la région Centre et président de la Fédération des Industries Ferroviaires.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 15 € (+ 6 € pour le bulletin « Résistance et Avenir »).

● Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris

● Tél./Fax : 01 45 66 92 32

● e-mail : memoresist@m-e-r.org

● site internet : www.memoresist.org

● Informations complémentaires sur les sites internet : www.fondationresistance.org et www.charles-de-gaulle.org

JEUDI 17 JUIN 2004 LA RÉUNION DE LA CINQUIÈME « CONVENTION » DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Certaines associations voyant le nombre de leurs adhérents diminuer et avec eux leur possibilité d'action s'amenuiser décident d'entreprendre leur liquidation.

Face à cette situation, il était du devoir de la Fondation de la Résistance de recueillir la mémoire de ces associations, qui malheureusement, ne sont pas comme elle assurées de la pérennité.

Aussi, nous avons créé une structure : la « Convention », regroupant autour de notre Fondation toutes les associations de résistants préoccupés de leur devenir et de la sauvegarde de leur mémoire. Prévue à l'article 8 de nos statuts, la convention accueille les personnes morales et physiques qui souhaitent apporter à la Fondation leur patrimoine avant une éventuelle dissolution ou contribuer par leurs dons à son expansion.

Le jeudi 15 novembre 2001, s'est tenue la séance inaugurale de la convention de la Fondation de la Résistance. Jeudi 17 juin dernier, une cinquième réunion de la « convention » présidée par Jean Mattéoli a permis de réunir de nombreux représentants d'associations dont certains venus de province. Après que François Archambault, secrétaire général de la Fondation de la Résistance, ait rappelé le principe de la convention et présenté le rapport moral de la Fondation de la Résistance pour l'année 2003, une réflexion s'est engagée sous la forme d'un tour de table autour de problèmes qui se posent avec acuité : la préservation des archives de la Résistance et de la Déportation encore détenues en mains privées, l'avenir des associations représentées à cette « convention », la méconnaissance de certains aspects ou acteurs de la Résistance...

Membres de la convention : Georgette Amadiou, Amicale du réseau Alliance ; Lucie et Raymond Aubrac ; Charles Bérenholz, président du Comité des œuvres sociales de la Résistance ; M. Claude Berthie ; Jean Bezaut, président du « Souvenir de la Déportation NN » ; Jean-Jacques de Bresson, président de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française (ANMRF) ; Roger-François Clapier, président de l'Union des aveu-

gles de la Résistance ; Hubert Cloix, président de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance du Val de Marne ; André Dau, président du Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation à Castelnau-le-Lez ; Antoine Derreumaux, Confédération nationale des Réseaux de la France combattante ; M. Dorner, représentant l'Amicale des anciens de la brigade Alsace-Lorraine ; Lucien Duval, président de la Fédération des amicales de réseaux renseignement et évasion de la France combattante (association dissoute) ; docteur Fournier-Bocquet, président de l'amicale de Dachau ; André Frossard, président de l'association « Résistance fer » ; Pierre Frilet, président de Turma-Vengeance ; Jean Larson, secrétaire national du Groupement national des Réfractaires et Maquisards ; Bernard Levi, président de l'Amicale du réseau Gallia ; M. René Levy, président de l'Union départementale des Combattants Volontaires de la Résistance des Hauts-de-Seine ; A. Roger Lhombreaud, président de l'Amicale du réseau Centurie de la France combattante ; Jacques Mathieu, président de l'Amicale de la compagnie Stéphane ; Jacqueline Péry d'Alincourt et Bernard Bonnafous, respectivement présidente et secrétaire général de l'Amicale des réseaux action de la France combattante (association dissoute) ; Pierre Peugeot ; Jacques Richard-Mounet, UDCVR des Hauts de Seine ; Georges Ronceray, représentant l'amicale du réseau Brutus ; Jean Rousseau, président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance ; Guy de Rouville, président de l'Amicale du maquis de Vabre ; le général Jean Salvan, président de l'Union des blessés de la Face et de la Tête « Les Gueules cassées » ; Paul Steiner, président de l'association mouvement « Résistance » ; Denise Vernay, secrétaire générale de l'Association des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR) ; Jacques Vico, président de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance du Calvados, vice président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance... ●

DÉCÈS DE JEAN-BERNARD BADAIRE

Au moment de mettre sous presse ce numéro nous venons d'apprendre le décès de **Jean-Bernard Badaire**

Président du Comité d'Action de la Résistance (CAR)

Président de l'association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI).

Président de la Fédération nationale « Libre Résistance ».

Président de la Confédération nationale France combattante.

Vice-président de la Fondation de la Résistance.

Nous rendrons hommage à ce grand résistant déporté dans la prochaine Lettre de la Fondation de la Résistance.

CONCERT EN L'HONNEUR DE FRANZ STOCK POUR LE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE SA NAISSANCE.

Jeudi 16 décembre 2004, à 20 heures, en la cathédrale Saint Louis des Invalides, le chœur de l'armée française, sous la direction de Pascale Jeandroz, donnera un concert au profit du « Centre européen de rencontre Franz Stock » (CERFS).

Franz Stock né en 1904, ordonné prêtre en 1932, devient, dès 1934, recteur de la paroisse allemande de Paris. Pendant la guerre, aumônier allemand des prisons parisiennes, il aide et assiste autant qu'il le peut les condamnés à mort ou à la déportation.

De 1945 à 1947, Franz Stock dirige le « Séminaire des barbelés » au Coudray près de Chartres. C'est là que vivront et seront formés en tant que cadres de la future Allemagne environ 1 000 jeunes prêtres et séminaristes germanophones qui avaient été fait prisonniers sur le territoire français.

Les associations françaises et allemandes des « amis de l'abbé Stock » ont entrepris de réhabiliter les bâtiments de cet ancien camp pour créer le « Centre européen de rencontre Franz Stock » afin de faire revivre ce lieu de Mémoire et d'honorer ce pionnier de la réconciliation franco-allemande.

Les bénéfices de ce concert unique permettront d'engager une tranche des importants travaux nécessaires dans ce bâtiment désaffecté depuis déjà des décennies.

Le prix de la place est de 45 €. Les réservations sont à accompagner d'un chèque libellé à l'ordre du CERFS. Pour tout renseignement et l'envoi des réservations contacter :

Nicolas Villeroy de Galhau
22, rue Massenet, 75 116 Paris
Tél. : 06 86 71 37 97



LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE PRÉSENTE L'EXPOSITION ENSEMBLE, SAUVEGARDONS LES ARCHIVES PRIVÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

- Du 6 octobre au 9 octobre 2004
au Crédit Municipal de Paris
de 9h à 17h30
Espace Griffon
22, rue des Blancs-Manteaux - 75004 Paris
Entrée libre

- Du 6 octobre au 6 novembre 2004
au Centre historique des Archives nationales
du lundi au samedi, de 9h à 18h30
Cour d'honneur de l'hôtel de Soubise
60, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris
Entrée libre



Pour plus de détails sur cette exposition, se reporter à l'article page 2.

Les responsables d'associations peuvent louer gratuitement cette exposition itinérante en téléphonant au 01 47 05 67 87